

En Afrique,

par **Philippe Antoine**
Département Sud, ORSTOM, Paris
Département de Démographie,
Université de Montréal

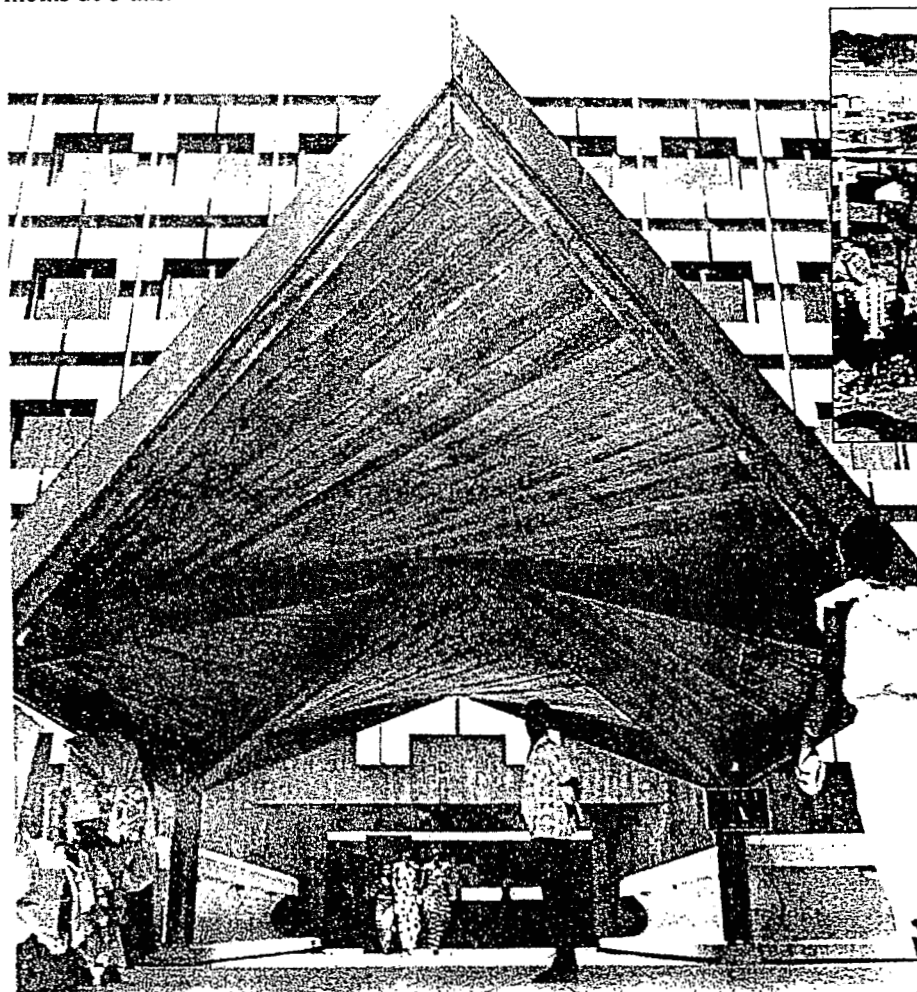
MIGRATIONS ET INSERTION URBAINE

De nombreux migrants partent en ville à la recherche de revenus monétaires, afin de pouvoir investir dans leur localité d'origine; d'autres envisagent leur avenir dans la ville d'accueil. Les conséquences de ces migrations varient selon la nature de l'économie locale, les opportunités urbaines, et les dynamiques sociales en oeuvre. Une faible croissance migratoire peut cacher des flux importants à certains âges, et en particulier ceux des individus d'âges actifs. Dans bon nombre de capitales africaines, le tiers des jeunes adultes est arrivé dans l'agglomération depuis moins de 5 ans.

L'accès au travail

Les migrants d'origine rurale, dans leur majorité, n'ont pas les qualifications nécessaires pour prétendre aux postes du secteur moderne; mais en contrepartie, ils sont prêts à tous les travaux, et sont moins touchés par le chômage urbain que les natifs des villes. Cette forte disponibilité de main d'oeuvre contribue à maintenir la rémunération des travaux non qualifiés à un niveau très bas.

Aujourd'hui, en Afrique, près d'un habitant sur trois vit en ville. La croissance urbaine résulte pour une grande part des migrations, et il convient de s'interroger sur les modalités d'insertion en ville des migrants et migrantes. Le processus d'insertion urbaine est entendu ici comme un processus dynamique d'installation en ville, en particulier d'accès au travail et au logement.



Côte d'Ivoire

La filière souvent exploitée est le secteur dit informel. Elle semble être la porte d'entrée privilégiée des migrants qui s'appuient sur différents réseaux relationnels omniprésents dans le contexte de la migration africaine. A Kinshasa, en 1981, 58% des migrants se déclaraient commerçants, et la plupart exerçaient des professions non salariés (Lututala, 1987). On retrouve ce phénomène à Dakar où le commerce est la voie d'accès à l'emploi pour les moins instruits et pour ceux ayant un passé d'agriculteur (Bocquier, 1992).

430830

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 37955 *ek A*
Cote : *B*
Université, mars-avril 1993 33



Côte d'Ivoire

La concentration de la population en ville est à elle seule génératrice de nombreux emplois: il faut nourrir, loger, habiller, transporter, éduquer, soigner... des milliers de personnes chaque jour. Des milliers d'emplois de service et de

commerce de micro-détail, adaptés à la modicité des moyens des clients, sont ainsi induits par l'urbanisation. Ce secteur informel masque souvent le sous-emploi et permet très rarement l'accumulation, mais assure la dépense quotidienne à de nombreuses familles.

Côte d'Ivoire



La connaissance ou non du français participe à la segmentation du marché du travail. Un des facteurs d'insertion professionnelle pour les migrants dans les capitales africaines francophones est la pratique du français: parler la langue du colonisateur conditionne l'accès au marché de l'emploi dans le secteur moderne, mais aujourd'hui, paradoxalement, le chômage est plus grand chez les diplômés qu'ils soient migrants ou non.

L'accès au logement

La recherche d'un logement est l'un des objectifs du migrant, surtout lorsqu'il a une famille à charge. Dans de nombreux cas, le parcours est identique, et conduit le migrant du centre ville où il était locataire vers la périphérie où il cherche à acquérir une parcelle de terrain.

A Abidjan, l'importance des flux migratoires entraîne une demande très forte de logements locatifs. Sept habitants sur dix résident dans l'habitat de cour légal ou illégal, habitat ayant surtout une fonction d'accueil des migrants (ivoiriens ou étrangers, sahéliens en particulier). De nombreux migrants étrangers résident dans l'habitat sommaire, des baraques dépourvues de commodités. Cet habitat de bidonville, tend avec l'approfondissement de la crise, à abriter de plus en plus d'Ivoiriens.

Un manque crucial de logements se fait sentir également à Dakar, mais dans un contexte différent où les migrations tendent à être permanentes, et où nombre de familles cherchent à posséder un terrain en ville pour construire. A Dakar, depuis les années 1960, les conditions d'accueil des migrants ont évolué: les familles sont de plus en plus sollicitées. Une famille dakaroise sur deux (et plus particulièrement les classes moyennes) accueille des migrants. La pénurie de logements ne concerne pas seulement les migrants.

La situation est encore plus difficile pour les originaires de Dakar, qui accèdent plus tardivement à un logement. La taille moyenne des ménages s'accroît et atteint neuf personnes, l'âge des chefs de ménage s'élève, et la densité d'occupation des logements augmente.

Absence de travail et manque de logements se conjuguent pour freiner le mariage des jeunes hommes, qui prennent de plus en plus tard la responsabilité d'une famille: à 35 ans seulement, 30% des hommes sont chef de ménages. La crise perpétue et accroît la dépendance des jeunes envers les aînés.

L'insertion urbaine et les réseaux sociaux

Le migrant est membre d'une communauté de parenté souvent étendue, et retrouve des membres de sa communauté anciennement installés en ville. Il maintient des liens plus ou moins forts avec son milieu d'origine. Les associations de ressortissants d'un même village sont particulièrement actives en ville. Le maintien de relations avec le milieu d'origine entraîne d'importants flux financiers entre la ville et la campagne.

A mesure que se prolonge le séjour en ville, les pôles d'intérêt relationnel du migrant se multiplient. A Dakar, par exemple, le quartier est un cadre de brassage social, et peu de gens y connaissent le vide relationnel: regroupements, associations, tontines se mettent en place et vivifient les relations de voisinage (Fall, 1991). Le processus d'insertion se traduit par un passage de réseaux à fondements villageois à des réseaux plus spécifiquement urbains.

La croissance urbaine se maintiendra

Les situations sont diverses suivant les pays, mais quelques traits forts se dégagent: l'ampleur de l'urbanisation, des flux migratoires continus de jeunes, une émigration qui ne touche pas seulement les campagnes mais aussi les villes de l'intérieur, une forte migration de jeunes scolaires, des migrations féminines qui prennent de l'ampleur. Très souvent, l'accueil est assuré par la parenté déjà installée en ville, avec pour conséquence une augmentation de la taille des ménages, et une accentuation de la charge par actif. Les relations avec la campagne sont plus ou moins importantes suivant les pays. Les possibilités de retour au lieu d'origine sont variables, bien souvent en fonction des potentialités agricoles de la zone de départ ou des opportunités de reconversion professionnelle.

La croissance urbaine va se maintenir dans les pays africains, mais dans un contexte de marginalisation d'une partie de plus en plus importante de la population urbaine, phénomène accentué par les effets des programmes d'ajustement structurel. Les réseaux sociaux de solidarité et la parenté, ont de plus en plus de mal à amortir les effets des compressions d'emplois et de réduction des revenus. La crise que traversent plusieurs pays tant sur le continent, que dans les pays du Nord, s'accompagne de fortes poussées xénophobes, et rend plus problématique l'insertion dans un pays étranger, africain ou non. Malgré toutes ces incertitudes, les migrations vont se poursuivre en se réorientant et en prenant d'autres formes.

Insertion urbaine en Afrique de l'Ouest

A l'initiative de quatre institutions, le CERPOD de Bamako, l'IFAN de Dakar, l'ORSTOM à Paris et le Département de démographie de l'Université de Montréal, un réseau sur le thème de "L'insertion urbaine en Afrique de l'Ouest" s'est mis en place en 1992. Il a reçu, l'an passé, l'appui financier du Réseau Démographie de l'AUFELF-UREF.

Son premier objectif est de favoriser l'analyse comparative des processus d'insertion urbaine en Afrique à partir d'enquêtes biographiques. Trois composantes ont été retenues: l'accès au travail, l'accès au logement, et la constitution du ménage.

Il dispose pour l'instant des résultats de deux enquêtes, l'une réalisée à Dakar, en 1989, par l'IFAN et l'ORSTOM, l'autre à Bamako par le CERPOD et le département de démographie de l'Université de Montréal en 1992. Ces deux enquêtes suivent une méthodologie identique.

L'analyse comparative portera principalement sur deux aspects de l'insertion:

- L'insertion sur le marché du travail, et la mobilité professionnelle.
- La dynamique familiale et le statut d'occupation du logement.

Le second objectif du réseau est d'assurer à ses membres une bonne maîtrise des techniques d'analyse des données d'enquêtes biographiques. A cet effet un stage, organisé en avril 1993 au CERPOD, portera sur l'analyse des biographies à l'aide d'un logiciel sur micro-ordinateur.

Lors d'un prochain séminaire, prévu à Dakar en mai 1994, le réseau compte présenter les résultats concernant l'analyse comparative Dakar et Bamako, et proposer un protocole d'analyse commun aux nouvelles équipes qui viendront élargir le réseau.

Ph.A.

ORSTOM: L'Institut français de recherches scientifiques pour le développement en coopération, Paris

CERPOD: Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement, Bamako.

IFAN: Institut fondamental d'Afrique Noire - Cheikh Anta Diop, Dakar.